



Assemblée générale

Distr. générale
16 mai 2013

Anglais et français seulement

Conseil des droits de l'homme

Vingt-troisième session

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Exposé écrit* présenté par Europe-Third World Centre (CETIM), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[8 mai 2013]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la langue reçue de l'organisation non gouvernementale, sans avoir été revu par les services d'édition.

Violations des droits humains à Madagascar

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, la vie politique à Madagascar est ponctuée de plusieurs tentatives de coups d'Etat avant celui de 2009. En effet, le 17 mars 2009, le maire de la capitale Andry Rajoelina a pris le pouvoir par la force, plongeant ce pays dans une crise politique sans fin. Bien que l'Union africaine ait tenté de trouver un accord politique consensuel et inclusif de sortie de crise, un régime de transition, fortement dominé par les putschistes et leurs alliés, a été mis en place en 2010.

La période qui s'ensuit est marquée par une gestion chaotique du pays où corruption, insécurité, intimidation et pauvreté constituent le lot quotidien des Malgaches. On constate un pillage à grande échelle des biens publics et des richesses naturelles, et ce malgré l'interpellation des instances internationales, notamment de l'Assemblée Parlementaire ACP UE¹ quant à la nécessité de protéger les ressources naturelles contre tout abus.

Répression au sud de Madagascar

Le sud de Madagascar est constitué de cinq régions administratives: Androy (476 000 hab - Chef lieu: Ambovombé), Anosy (544 000 hab - Chef lieu: Taolagnaro), Ihorombé (190 000 hab - Chef lieu : Ihosy), Atsimo-Atsinanana (621 000 hab - Chef lieu : Farafangana) et Atsimo-Andrefana (1 100 000 hab - Chef lieu : Toliara). La densité de la population y est inférieure à la moyenne nationale et plus de 70% des habitants vivent en zone rurale. La population pratique l'élevage contemplatif de zébus lors des cérémonies coutumières. La pauvreté affecte plus gravement les enfants du sud de Madagascar où plus de 65% d'entre eux sont dans une situation de pauvreté extrême². Ces enfants sont privés de leurs droits les plus fondamentaux tels que l'alimentation, la santé, l'éducation, le logement et la sécurité.

Depuis le mois de juin 2012, le sud de Madagascar, principalement la population des régions de l'Androy et de l'Anosy, est cible d'attaques répétées par les forces de l'ordre et des milices armées. En effet, sous le prétexte officiel de lutter contre les « Dahalo »³, les forces de l'ordre mènent des opérations militaires avec l'utilisation d'armes lourdes (fusils d'assaut, lance-roquettes, etc.) et d'hélicoptères. De plus, une force spéciale, dotée de moyens importants en hommes et en matériels, a été spécialement créée pour mener l'opération « Tandroka » (cornes de zébus) dont l'objectif officiel est de capturer le chef présumé des dahalo, Remenabila. Le commandement a été confié au chef de la police politique de Rajoelina, le colonel René Lylison.

Lors de trois opérations « Tandroka », de septembre 2012 à avril 2013, les forces de l'ordre ont commis des massacres dans la région d'Amboasary-Sud, faisant plusieurs centaines de victimes dont des femmes et des enfants tués par balles ainsi que des présumés dahalo

¹ Résolution de l'Assemblée Paritaire ACP-UE, décembre 2009, point 9, ACP-UE/100.624/09/déf.

² Selon les données de l'UNICEF du 13 novembre 2012.

³ C'est une pratique traditionnelle de l'ethnie Bara qui existe depuis des générations. Elle consiste à prouver sa virilité en subtilisant les zébus du village. Les milices armées, avec la complicité des forces de l'ordre, ont dévoyé cette pratique pour terroriser la population (voir entre autres, <http://mada7sur7.com/index.php/derniers-actus-de-madagascar-2/derniers-actus-sociaux-madagascar/133-ce-sont-des-dahalo-occasionnels-qui-terrorisent-le-sud-de-madagascar>, <http://www.amnesty.org/fr/news/madagascar-must-end-mass-killings-and-investigate-security-forces-2012-11-20>, <http://www.lexpressmada.com/betroka-madagascar/41141-des-dahalo-chassees-avec-un-helicoptere.html>, <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/article-madagascar-guerre-des-dahalo-et-minerais-strategiques-109938927.html>).

exécutés sommairement⁴. Des jeunes dont des mineurs, accusés d'être des bandits, ont été mutilés ou torturés à mort avec l'encouragement des forces de l'ordre. Ces dernières ont également brûlé entièrement une vingtaine de villages⁵. Suite à ces opérations, plus de 3000 personnes, terrorisées, ont fui soit vers les grandes villes, soit dans la forêt. La plupart d'entre elles se trouvent dans un dénuement total (sans abris et sans nourriture).

Malgré ces opérations et les moyens mobilisés, le chef présumé des « dahalo », le fameux Remenabila (existe-il réellement ?), est toujours insaisissable.

Zones riches en ressources naturelles

Les localités concernées par ces massacres sont situées dans des zones dont le sous-sol est d'une richesse exceptionnelle, objet de convoitise pour tous les prédateurs. En effet, cette partie du pays possède un potentiel considérable. En plus de l'élevage de bovins, les ressources minérales sont importantes et variées : elles comprennent des minerais industriels (uranium, mercure, terres rares, mica, charbon, ilménite), des pierres précieuses et semi-précieuses (saphir, émeraude, cristal de roche, ...), de l'or mais aussi du diamant de très haute qualité. Le pétrole est également présent dans le sous-sol de la région. Selon les témoignages de certains notables locaux, il y a « une volonté de certains lobbies politiques et économiques de 'dégager' une bonne partie du Sud de sa population afin de faciliter l'exploitation des terres et des richesses du sous-sol de cette partie de l'île »⁶. Connaissant l'attachement des populations à leurs terres ancestrales qui constituent leur milieu de vie, on peut aisément comprendre que, sans le recours à des actions très violentes de grande ampleur, elles ne les abandonneront pas facilement. On assiste donc à un déplacement forcé de populations et à la confiscation des terres par la force. Les terres ainsi accaparées sont octroyées le plus souvent à des sociétés transnationales (STN) de l'exploitation minière ou de l'agro-business avec la complicité active des autorités nationales.

En effet, les dirigeants actuels de la transition ont multiplié les contrats de concessions foncières ou avec des grandes STN et d'autres Etats, qui conduisent à l'accaparement des terres à grande échelle, acte qui leur est interdit pourtant pendant la période de transition en vertu des engagements contenus dans la Feuille de Route que A. Rajoelina et son entourage ont signée.⁷

Historiquement, le système foncier malgache est fondé sur deux références : primo, la terre est à celui qui la met en valeur ; secundo : le droit sur la terre est établi et reconnu par la puissance publique. La loi n° 2005-19, adoptée en 2005 sous la Présidence de Ravalomanana, a réformé les statuts des terres en abrogeant le principe de présomption de domanialité en vigueur depuis l'ère coloniale; principe qui avait pour effet d'exclure les droits coutumiers ou autres maîtrises foncières. Autrement dit, dorénavant, l'Etat n'est plus le propriétaire présumé des terrains non immatriculés. La loi reconnaît que l'occupation attestée de longue date d'un terrain (cas des occupations souvent ancestrales) vaut une

⁴ Selon le journal en ligne MadOnline, édition du 12 novembre 2012.

⁵ Ceux du district de Betroka, Manombo, Mahatsinjo, Agnezandava, Ambaroatety, Ambatomazaka, Morafeno, Egn'omby, Amboadelaky, Abetsizaray, Ambaibo, Ambalaso.

⁶ Quotidien La Nation, édition du 30 octobre 2012.

⁷ Point 8 de la Feuille de Route: « Le Gouvernement de Transition sera chargé de l'administration des affaires courantes du pays et la mise en place des conditions nécessaires pour des élections crédibles, justes et transparentes en coopération avec la communauté internationale. Il s'abstiendra de prendre de nouveaux engagements à long-terme, ceux-ci ne relevant que de la compétence du futur Gouvernement à l'issue des élections. » http://ti1ca.com/9dfmepp1-Feuille-de-route-pour-la-sortie-de-crise-A-Madagascar-16-septembre-2011-1-Feuille_de_route_pour_la_sortie_de_crise_A--Madagascar_-_16_septembre_2011-1-.pdf.html

présomption de propriété et confie aux communes l'attribution et la gestion des titres fonciers.

Problèmes posés par les STN actives au Madagascar

A Madagascar, les activités d'exploitation de ces ressources sont généralement exercées par des STN. On peut résumer les problèmes posés par les STN opérant dans ce pays⁸ comme suit : la non légalité et la corruption, la non consultation des populations concernées et la

⁸ Parmi ces STN, citons quelques-unes des plus importantes dont leur licence d'exploitation ont été octroyées depuis le coup d'Etat de 2009.

- Malagasy Minerals (Maurice) possède le permis d'exploiter le graphite à Fotodrevo (sud) avec Energizer ressources depuis 2012.
- Toliara Sands (Australie): Exploitation de l'ilménite. Production estimée à terme à 600 000 tonnes par an. Région sud à Ranobe, Ankililaoka, Basibasy et Morombe. Permis octroyé en 2012, pour 40 ans renouvelable, avec World Titanium Resources.
- Asia Thai Mining (Chine) : charbon de la Sakoa, permis octroyé en 2012.
- Varun Ennergy Corp group (Inde) détient des permis, licences et droits de bail pour l'extraction d'or, de platine et d'autres pierres précieuses en majorité dans le sud (Fort Dauphin) depuis 2009.
- Petrochina (Chine): Da Qing Oil Field Co, qui a racheté à l'Indien Varun Group 51% de son bloc malgache n° 3101. Le bloc comprend les zones de Besalampy, Barevo et Tambohorano, dans la région de Morondava (sud ouest), sur une superficie de 6884 km². A noter que l'attribution de ce bloc en 2009 a suscité de vives oppositions de la population locale contrainte qui a été contrainte de quitter la région.
- Tantalus Rare Earths (Allemagne): depuis 2011, le groupe allemand possède une concession de 300 km², comportant plusieurs villages, et 20 km² de forêt primaire pour l'exploitation des terres rares dans le nord ouest. Il prévoit d'en extraire 15 millions de tonnes. Il est par ailleurs le fournisseur exclusif du chimiste français Rhodia dont le contrat porte sur une production de 15 000 tonnes par an.
- Pan African Mining (filiale du groupe thaïlandais Italian Thai Development): depuis 2009, le groupe dispose de 10 000 km² de concession. Il exploite l'uranium (Pan Atomics) sur son site de Maromby, équipé d'infrastructures conséquentes dont un aéroport. Il y exploite aussi le mica, la citrine, le cristal et le charbon de terre à Sakoa. Le groupe appartient au thaïlandais Premchai Karnasuta (35ème fortune mondiale, selon le magazine Forbes).
- Mainland Mining (Chine): Le groupe a obtenu la concession de plus de deux millions d'hectares pour l'exploitation de l'ilménite et du zircon pour une production annuelle estimée à 900 000 tonnes d'ilménite pur, 35 000 tonnes de zircon et mille tonnes de rutile. Par ailleurs, le groupe travaillerait avec un bras droit de Rajoelina, Mamy Ravatomanga, pour le trafic des bois précieux (selon Malango Actualités n° 582 du 14 novembre 2012, http://www.malango-actualite.fr/imprime_article.php?id_article=9173).
- Aziana Ltd (Australie): le groupe dispose d'un permis d'exploration de la beauxite de 219 km² à Manantenina, dans le sud, depuis 2011.
- Tozzi Green (Italie): spécialisée dans le secteur agricole et agrocarburant (culture du Jatropha), le groupe disposera à terme de 100 000 ha dans la région de l'Ihorombé en bail emphytéotique. Très récemment, le Vice-ministre chargé de l'Aménagement du territoire, Hajo Andrianainarivelo en personne, s'est déplacé dans la région pour faciliter le bornage de 7000 ha de terrain, au grand mépris des paysans impuissants pour protéger leurs terres, en avril 2013.
- D'autres STN présentes à Madagascar dans le domaine des mines depuis plus longtemps sont également accusées de polluer les terres et le fond marin au sud du pays. Il s'agit de : Total, groupe pétrolier français, dispose 60% du champ pétrolifère de Bemolanga (Ouest, sud Ouest), une des plus grandes réserves mondiales d'huile lourde actuellement connue. Sheritt Intl, compagnie canadienne, exploite du nickel et du cobalt. Rio Tinto/QMM, compagnie anglo-australienne, exploite de l'ilménite dans la région de Taolagnaro.

privation pour ces populations de leurs moyens de subsistance ; dou de multiples violations des droits humains.

En effet, comme déjà souligné, la plupart des STN installées récemment à Madagascar ont obtenu leur permis d'exploitation soit par les putschistes soit par le régime de transition. De ce fait, elles n'ont ni la légalité ni la légitimité d'opérer dans ce pays. De plus, ces permis ont été obtenus à la faveur d'une forte corruption des dirigeants politiques précités⁹.

Outre le fait que les populations concernées ne sont nullement consultées sur des projets d'exploitation minière, la pollution du milieu de vie des paysans et éleveurs les prive de leurs moyens de subsistance. Dans un pays où plus de 1/3 de la population souffre déjà de l'insécurité alimentaire (ce taux monte à 68% dans le sud), la déforestation se poursuit à un rythme vertigineux¹⁰ ; la dégradation de l'environnement devient un enjeu capital.

Conclusion

Au vu de ce qui précède, nous demandons :

- aux Etats Européens de cesser immédiatement leurs livraisons d'armes vers Madagascar, un pays qui connaît l'instabilité politique, l'augmentation de violences et des violations massives des droits humains¹¹.
- aux Etats dont dépendent les STN citées de prendre des mesures nécessaires à leur égard afin qu'elles cessent tout pillage des ressources de ce pays.
- à l'ONU d'appuyer les efforts de l'Union africaine afin d'assurer la sécurité et le respect des droits humains à Madagascar. Ensemble, ces institutions devraient accompagner ce pays vers la transition démocratique et la construction de la paix sociale.
- aux Rapporteurs spéciaux sur les exécutions sommaires, sur la torture et sur les personnes déplacées dans leur propre pays de se rendre à Madagascar afin d'effectuer une enquête sur les violations des droits humains dans ce pays.
- au Conseil des droits de l'homme de se saisir de la situation des droits humains à Madagascar.

⁹ Voir entre autres, La Gazette de la Grande Ile, édition en ligne du 15 février 2013, http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=29293:suspension-de-delivrance-de-permis-miniers-entre-corruption-et-conformite-a-la-feuille-de-route&catid=45:newsflash&Itemid=58, <http://fr.dir.groups.yahoo.com/group/madpsrc/message/3784>

¹⁰ Cf. Rapport de mission du Rapporteur sur le droit à l'alimentation à Madagascar, A/HRC/59/49/Add.4, §§ 6 et 12, daté du 26 décembre 2011. A noter également que l'on assiste depuis de nombreuses années, du nord au sud, à des trafics de bois précieux endémiques de l'île (bois de rose, palissandre) impliquant notamment des grandes sociétés françaises et chinoises ainsi que des responsables politiques étrangers notamment mauriciens (http://ecc-platform.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1967:illegal-malagasy-timber-trade-worth-up-to-460000-a-day&catid=100:General-News&Itemid=161, <http://www.linfo.re/372-Faits-divers/485985-Trafic-de-bois-de-rose-un-ex-ministre-mauricien-implique>, <http://www.eia-global.org/PDF/report--Madagascar--EIA--GW--forests--oct10FR>).

¹¹ Les derniers rapports de l'UE révèlent une exportation massive d'armes de guerre vers Madagascar en provenance notamment de la Grande Bretagne, de l'Allemagne et de l'Italie durant ces quatre dernières années. (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2012:386:0001:0431:EN:PDF> et <http://tsimokagasikara.wordpress.com/2013/01/30/les-preoccupations-concernant-les-exportations-darmes-britanniques-a-madagascar/>)